



Chères et Chers Camarades,

**Chaque année depuis 1886 le 1er mai**, est la journée internationale des travailleurs, pour la paix, la démocratie, la solidarité. C'est un temps fort de mobilisation et de manifestation dans le monde entier. C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

**Le 1er mai** c'est l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux, qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre.

Alors que le monde entier fait face à la pandémie du Covid 19, ce 1er Mai 2020 est plus que jamais la journée internationale de luttés des travailleuses et des travailleurs.

Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. Évidemment, ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas compté leurs heures, leur dévouement. De nombreux pays vivent grâce aux oubliés, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie.

En France tous les salariés, souvent des femmes, du commerce, de l'agroalimentaire, du paramédical, du social, du transport, du nettoyage... ainsi que tous les agents de la Fonction Publique qui ont continué d'assurer leurs missions de Service Public et, plus largement, ceux et celles qui travaillent au service de la population.

**Ce 1er Mai, c'est aussi pour la première fois depuis 1945, qu'on ne verra aucun drapeau rouge dans les rues et sur les places.**

La situation tragique que nous vivons est moins la conséquence de la pandémie en elle-même que des décisions politiques successives qui, depuis des années, ont détruit la capacité de nos hôpitaux à accueillir un grand nombre de malades dans de bonnes conditions. Pendant cette crise, beaucoup d'établissements du commerce et particulièrement ceux de la grande distribution se sont retrouvés en première ligne face à une affluence sans précédent !

Le Coronavirus est en train de faire la richesse des actionnaires de ces groupes et de créer des trésoreries inattendues et exceptionnelles.

Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère et notre détermination à faire changer les choses.

Des millions d'autres travailleurs ont perdu leur emploi définitivement ou temporairement depuis mars. De nombreux travailleurs reçoivent aujourd'hui le respect qu'ils méritent depuis longtemps bien qu'ils soient toujours sous-payés et par trop exposés au risque.

Alors que les Services Publics, et particulièrement celui de la santé, sont mis à l'épreuve, il nous paraît être d'intérêt public de remettre au jour leur belle histoire issue du Conseil National de la Résistance et de son programme intitulé « Les jours heureux ». Un titre d'ailleurs repris par Emmanuel Macron lors de sa dernière allocution. Le principe initial était de mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain.

Ces corona-profits se font au mépris des salariés et des Français. Le patronat n'a en effet mis aucun moyen pour assurer la sécurité sanitaire et physique des travailleurs et de la population. Nos vies valent moins que le cash généré par la crise sanitaire.

Cette dernière démontre qu'il est urgent de rompre avec ces politiques d'austérité, de prendre le pouvoir sur la finance, d'imposer le progrès social, pour ne plus jamais revivre ça. Nous devons commencer par refuser de payer la crise, les versements des dividendes doivent être stoppés, les dernières lois dérogeant au code du travail doivent être abrogées (pertes de congés payés, temps de travail pouvant aller jusqu'à 60 heures hebdomadaire...)

C'est pourquoi nous portons ce 1er Mai 2020, bien que confinés, les revendications qui sont plus que jamais d'actualité. Car sacrifier la santé des travailleuses et travailleurs n'est pas admissible. Si la « reprise » de la vie sociale dont le travail fait partie est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous (et, pour d'autres, plus pour remettre leur profit à l'ordre du jour), cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité de chacun, chacune, ainsi que celle de ses enfants. Nous exigeons la mise à disposition gratuite pour toutes et tous de masques ainsi que des dépistages systématiques pour toute la population.

La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève et le droit syndical doivent être respectés ! De plus on demande ainsi aux parents de décider eux-mêmes s'ils doivent envoyer ou non leurs enfants à l'école avec ce dilemme : la santé des enfants ou la pression des employeurs pour reprendre le boulot. **Non, l'école n'est pas une garderie pour permettre aux parents de retourner au travail.**

Sacrifier les droits des travailleurs sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation. Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer !

Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleurs : ce sont de vraies revalorisations salariales, du Smic et des salaires, en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la Fonction Publique! Sans oublier l'augmentation de toutes les pensions pour les retraités.

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité !

La précarisation des travailleurs s'est multipliée ces dernières années et la situation des chômeurs et étudiants a été dégradée, tout comme celle des sans-papiers aujourd'hui ignoré sur le plan sanitaire comme social. Elles et ils payent le prix fort de la situation et les inégalités sociales explosent. Le manque d'investissement au niveau de la santé, la réforme de l'Assurance-chômage, le projet de réforme de la retraite par points, mettent à mal la protection sociale, laquelle est un socle protecteur. **De plus, le développement des Services Publics est nécessaire et indispensable pour assurer l'égalité et répondre aux besoins de la population.**

Cette situation inédite qu'ils veulent voir perdurer et/ou continuer, a remis en lumière l'essentiel : un hôpital et un système de santé publique avec de vrais moyens humains, matériels, financiers, un système de protection sociale tout au long de la vie, des Services Publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques de restructurations, de suppressions, au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste!

**Pour tout cela, nous exigeons :**

- que la santé de toutes et tous soit une priorité, maintenant et après le 11 mai, date annoncée de sortie du confinement alors même que les conditions sanitaires ne sont pas réunies.
- que toutes les mesures d'urgence soient prises pour lutter contre les inégalités sociales et pour préserver les droits de chacun durant cette période, dont celui d'un travail, d'une alimentation, d'un logement de qualité.
- que la protection sociale des jeunes soit refondée afin de les faire rentrer dans le droit commun. Les jeunes ne peuvent être ni la variable d'ajustement, ni les oubliés de l'après.

- que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, à la mesure de l'urgence climatique.
- une solidarité avec les populations des pays pauvres, premières victimes des dérèglements climatiques, touchés par la crise sanitaire alors que leurs systèmes de santé et leurs services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face à cette pandémie, sous la menace de crises alimentaires émergentes, passant en premier lieu par l'annulation de leur dette extérieure et le versement de financements additionnels d'urgence.
- que les multinationales s'assurent du respect des droits humains et de conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs employés par leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde plutôt que de les laisser sans revenus, aides ou protections sociales, les rendant plus vulnérables aux risques d'exploitation plutôt que de verser des dividendes à leurs actionnaires.
- appliquer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce sont souvent des femmes, dans l'ensemble du secteur de la santé et du social, dans les services publics, dans les commerces, dans l'agroalimentaire, qui ont sauvé des vies, ont permis de nous alimenter, ont assuré des missions de protection de la population et ont permis à notre pays de tenir alors qu'elles sont toujours bien moins payées que les hommes : il est temps de reconnaître leur investissement.

Le monde d'après ne doit pas non plus se solder par de nouvelles régressions des droits démocratiques. De ce point de vue, en France comme ailleurs conscients de la nécessité de respecter toutes les mesures de confinement nécessaires, nous ne sommes pas moins indignés des violences policières, des contrôles abusifs, des

atteintes à la protection des données personnelles et de la vie privée, de la violation des droits des migrants ...

**Lors de ce 1er mai, nous manifesterons aussi pour exiger :**

- un plan de relocalisation solidaire et écologique des activités de l'industrie, de l'agriculture et des services :
- plus jamais des travailleurs mis en concurrence et appauvris !
- plus jamais la dépendance aux marchés internationaux comme le manque de masques, de surblouses et de médicaments,
- plus jamais les produits qui font le tour de la planète engendrant pollutions et émissions de gaz à effet de serre !
- Et plus jamais la captation des ressources naturelles du Sud au seul profit des transnationales des pays riches.

Pour que le jour d'après ne soit plus comme le jour d'avant, tout soutien public aux entreprises doit d'ores et déjà être conditionné à une reconversion écologique et sociale, qui nous permettra de créer des centaines de milliers d'emplois de qualité en France.

Lors de ce 1er mai, nous exigeons encore pour obtenir un plan de développement de tous les services publics et une revalorisation des métiers d'utilité publique :

- plus jamais les hôpitaux débordés du fait des fermetures de lits et du manque de soignants,
- plus jamais d'une recherche publique manquant de crédits,
- plus jamais des services publics exsangues,
- plus jamais des Ehpad délaissés,

- plus jamais des personnes sans revenu et en précarité alimentaire.
- plus jamais de fausses excuses quant au manque de budget public pour les financer, alors qu'une fiscalité plus juste (y compris sur la fortune / le patrimoine), une véritable lutte contre l'évasion fiscale, et la transformation de la dette publique en dette perpétuelle à taux zéro par la BCE, en donneraient les moyens.

**Même confinés, nous exprimons ce que nous voulons en France comme ailleurs :  
Unis et déterminés pour que les jours d'après soient le début des « Jours  
Heureux »**

**Nos vies doivent passer avant leurs profits :**

**Nous ne paierons pas la crise générée par des choix politiques  
d'un système capitaliste mortifère.**

**Que vive le 1<sup>er</sup> mai 2020 !!! Que vive la CGT !!!**

